



Confédération
des vins
IGP de France

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022





LE MOT DU PRÉSIDENT



Chaque fois, quand vient l'heure de rédiger ces lignes, j'espère ne pas à avoir à employer le mot « crise ». Hélas, ce ne sera encore pas le cas à l'évocation de l'année 2022.

D'autant qu'au mois de février, elle a vu un conflit armé qui dure toujours aujourd'hui se déclarer sur le sol européen. Et encore avons-nous la chance de ne pas en être exposés à toute l'horreur.

Cela étant, les événements regrettables, ou pire, continuent de se succéder pour notre filière à un rythme effréné ces dernières années (sanctions commerciales, crise sanitaire, gel et grêle destructeurs, guerre en Ukraine...). Les conséquences de toute nature qui en découlent, aux effets directs ou indirects, souvent cumulatifs, ont entraîné des perturbations profondes dans la conduite et l'économie de nos exploitations.

La Confédération, de concert avec les autres organisations de la production, s'est donc une nouvelle fois attelée, tout au long de l'année 2022, à obtenir des pouvoirs publics les mesures d'urgence indispensables pour aider les producteurs à faire face.

Pour autant, les problèmes conjoncturels de ces dernières années, aussi nombreux soient-ils, ne doivent pas masquer ceux d'ordre structurels qui se sont fait jour de longue date. Le seul recours aux aides de l'Etat n'est en aucun cas la panacée et notre filière doit urgemment s'inscrire dans une large réflexion d'ensemble pour s'assurer elle-même de son avenir.

Par ailleurs, s'il y a de quoi nourrir de vives inquiétudes quant à notre capacité à maîtriser notre production, on peut en nourrir tout autant vis-à-vis de la défiance et des contraintes qui apparaissent toujours plus fortes à son égard. Tant elle est, toujours plus, sous le feu des hygiénistes, des idéologues ou encore des institutions. Et ce, quand bien même l'engagement de notre filière dans des pratiques plus vertueuses pour l'environnement et la santé des consommateurs n'est pas nouveau.

Dans ce contexte particulièrement difficile, la Confédération des vins IGP de France, outre ses actions auprès des pouvoirs publics, s'est aussi penchée sur les perspectives d'évolution des vins IGP que ce soit au travers de son étude prospective ou lors de son Congrès annuel. Et l'on peut d'ores et déjà saluer les initiatives concrètes mises en place par certaines de nos IGP dans le cadre d'une adaptation aux marchés.

C'est tout cela que vous découvrirez au fil des pages et si, pour ne pas céder à l'abattement, il faut du courage et toute la passion de notre métier, heureusement nous n'en manquons pas.

Continuons de défendre l'IGP sur son chemin et de réaffirmer le vin comme patrimoine culturel.

Gérard BANCILLON
Président

SOMMAIRE

01 / FACE AUX CRISES SUCCESSIVES

‣ Distillation ou arrachage ?	07
‣ Les deux, Monsieur le Ministre	07
‣ Un plan stratégique de la filière en préparation	08
‣ Encadré / Tensions sur les matières sèches : des impacts délétères sur la filière	09
‣ Encadré / Gestion des aléas climatiques	10

02 / FACE AUX CONTRAINTES ET PRESSIONS GRANDISSANTES

DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES TOUJOURS PLUS FORTES

‣ Rénovation de la certification HVE : entre mécontentement et découragement	12
‣ Label « bas carbone » : élaboration d'une méthode sectorielle pour la vigne	14
‣ Encadré / Evolution de la stratégie de lutte contre la flavescence dorée	15
‣ Encadré / Zones de non traitement (ZNT) : Extension aux lieux de travail assortie de moyens de prévention en amont et allongement des distances minimales pour les CMR 2	16

ENTRE ATTENTES SOCIÉTALES ET PRESSION DES POLITIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE

‣ Révision du règlement européen concernant l'information des consommateurs : vers la fin de la spécificité acquise par les vins quant à l'étiquetage des ingrédients et calories ?	17
‣ Encadré / Irlande : vers un étiquetage obligatoire d'avertissements sanitaires pour les boissons alcoolisées	18
‣ Le rapport de la commission de lutte contre le cancer : le rapport BECA (Beating Cancer)	19
‣ Vin & Société : plus que jamais en soutien de la filière	20

03 / DÉFENDRE ET PENSER L'AVENIR DE NOS IGP

‣ Réforme des Indications Géographiques (IG) : la Confédération pleinement mobilisée	24
‣ Des outils de régulation pour les vins IGP	26
‣ Encadré / L'arrivée de l'IGP Lorraine et... le retour des Crémants !	27
‣ Étude prospective : Les vins IGP à l'horizon 2040	27
‣ Congrès national 2022 : Les vins IGP et la durabilité	30
‣ Encadré / La désalcoolisation partielle : une opportunité pour les IGP ?	31
‣ Encadré / Élections présidentielles et législatives 2022 : la Confédération fait entendre sa voix	32

04 / LE MARCHÉ DES VINS IGP

‣ Bilan de la campagne 2021/2022 par type d'IGP	34
‣ Bilan de la campagne 2021/2022 par région et aux différentes étapes de marché	35

05 / LA CONFÉDÉRATION DES VINS IGP DE FRANCE

‣ Les membres du Comité Directeur	37
‣ Les membres du Conseil d'Administration	37
‣ Les adhérents par région	38



01

FACE AUX CRISES
SUCCESSIVES



Ces dernières années, la filière viticole a été confrontée à une succession d'évènements, imprévisibles, cumulatifs, et pour le moins fâcheux, qui n'ont cessé de venir bouleverser son économie.

2019 : Les « Taxes Trump »

2020 : La crise sanitaire

2021 : Un gel destructeur

2022 : Une guerre sur le sol européen.

2022, n'aura donc pas dérogé à la règle. Le conflit en Ukraine est venu accentuer la hausse des coûts de production, avec une très forte inflation sur le prix de l'énergie (carburants, gaz, électricité) et sur celui des matières sèches (verre, capsules, carton, papier), et des dérèglements déjà importants dans la chaîne d'approvisionnement.

Si l'on peut saluer l'action du Gouvernement qui a mis en place plusieurs plans de soutien ces dernières années (aides Covid, mesures gel, plan de résilience face à la guerre en Ukraine...), ceux-ci n'ont cependant pas toujours été bien adaptés aux spécificités du secteur viticole.

Ce qui a amené nos organisations professionnelles à solliciter, plusieurs fois au cours de l'année 2022, des rencontres avec le ministre de l'Agriculture afin d'examiner un ensemble de mesures d'urgence indispensables pour répondre aux problématiques auxquelles les exploitations viticoles continuent d'être confrontées.





DISTILLATION OU ARRACHAGE ?

Parmi les mesures sollicitées, la Confédération des vins IGP de France a plus particulièrement porté une demande de distillation, notamment eu égard au contexte de surstock dans certaines régions. Une mesure de distillation demandée par son Président, Gérard Bancillon, dès 2021, mais qui n'avait alors pas trouvé écho auprès des autres organisations de la filière viticole moins enclines à la porter que lors de la Crise Covid.

Par ailleurs, lors d'une rencontre avec le Ministre en juillet 2022, la Bourgogne et la Champagne ont porté dans le même temps des demandes de déplafonnement des rendements et le vignoble bordelais, devant l'aggravation de ses difficultés, a soutenu, lui, une demande d'arrachage définitif aidé.

Sur ce dernier point, la Confédération des Vins IGP de France a considéré, pour sa part, que l'Histoire a déjà démontré que l'arrachage définitif ne constitue pas une solution économique viable. Sans pour autant s'y opposer, pour peu que la mesure soit bien circonscrite et son financement clairement défini.

Des sollicitations aussi diverses ont pu rendre l'ensemble un peu confus auprès du Ministre. Aussi, le Président de la Confédération, Gérard Bancillon, n'a pas manqué de lui préciser que les problématiques rencontrées par la filière ont en grande partie un caractère régional. Il a alors demandé au Ministre de saisir les préfets de bassin pour que les besoins spécifiques à chacune de ces régions soient débattus localement avant de lui être remontés.

LES DEUX, MONSIEUR LE MINISTRE

Les organisations de la production, réunies au sein de l'AGPV, se sont entendues pour pousser conjointement les deux mesures de distillation et d'arrachage. La mesure conjoncturelle de distillation de crise venant en appui de la mesure structurelle d'arrachage définitif (ou temporaire) pour assainir la situation. Ces demandes étant appuyées par d'autres comme l'allongement de la durée de remboursement des prêts garantis par l'Etat ou en encore de l'aide au stockage privé.

Toujours dans l'attente, en fin d'année 2022, de propositions du gouvernement, les organisations de la filière ont sollicité une nouvelle rencontre avec le Ministre pour que soit examiné ce cadre de mesures d'urgence. Il a fallu cependant se dissocier du Négocio

dans cette demande, car celui-ci ne souhaitait pas solliciter de nouveau le Ministre avant d'avoir élaboré un plan stratégique de la filière vitivinicole, au pas de temps beaucoup plus long.

Or, les mesures d'urgence demandées ne sont pas en contradiction avec une réflexion de la filière pour élaborer un plan stratégique à moyen-long terme. En revanche, elles mettent en exergue la difficulté d'avoir un front uni dans la filière.

En espérant que ces demandes (aides à la distillation, à l'arrachage définitif ou temporaire, au stockage privé, allongement de la durée de remboursement des prêts garantis par l'Etat...) reçoivent rapidement des réponses favorables de la part du Gouvernement en 2023.

UN PLAN STRATÉGIQUE DE LA FILIÈRE EN PRÉPARATION

Cela étant, cette accumulation d'évènements conjoncturels défavorables ne peut masquer la baisse structurelle de la consommation de vin sur le marché national, qui va s'accroître avec la disparition des consommateurs réguliers issus du baby-boom de l'après-guerre. Ni, non plus, une nécessaire adaptation de notre viticulture dans un contexte où les incertitudes de production liées aux bouleversements climatiques sont devenues récurrentes (gel, sécheresse, inondations...).

Aussi, ne pouvant et ne devant pas uniquement compter sur les pouvoirs publics pour résoudre ses problèmes et réguler son marché, la filière doit-elle effectivement conjuguer aux mesures d'urgence demandées une large réflexion d'ensemble sur son avenir.

Les organisations professionnelles, amont et aval, ont débuté un travail en ce sens, en fin d'année, avec pour objectif de remettre au Ministre un plan stratégique à moyen-long terme, si possible avant la récolte 2023. La Confédération est pleinement associée aux débats.





TENSIONS SUR LES MATIÈRES SÈCHES : DES IMPACTS DÉLÉTÈRES SUR LA FILIÈRE

Capsules, cartons, verres, dans les trois cas les opérateurs ont dû faire face tout au long de l'année 2022 à des hausses de prix pouvant atteindre jusqu'à 45 %. Elles ont été accompagnées d'une explosion des délais de livraison, de contingentements voire de suppressions de référence. Outre le fait de n'avoir d'autres choix que de subir ces comportements, avec une aggravation des coûts de production, certains opérateurs se sont vus exposer à des pénalités côté distributeurs !

La Confédération des vins IGP s'est associée à l'ensemble des organisations de la filière pour porter à l'attention du ministre de l'Agriculture l'impact délétère de telles pratiques pour la filière viticole, soulignant par ailleurs que la concomitance d'annonces faites par plusieurs verriers laissait planer un doute sur la parfaite concurrence du marché. Cette interpellation a eu le mérite de mobiliser la DGCCRF qui nous informait en octobre 2022 avoir mené des investigations mais qui, pour des raisons de confidentialités des procédures, ne pouvait nous en dire davantage.

GESTION DES ALÉAS CLIMATIQUES

Le déblocage d'aides d'urgence pour le gel et la grêle 2022

Le printemps a de nouveau été marqué par une succession d'aléas climatiques touchant pratiquement tous les vignobles. Ainsi après le gel d'avril, des épisodes de grêles particulièrement destructeurs ont frappé les vignes en juin. La Confédération, aux côtés des autres organisations, s'est mobilisée auprès des pouvoirs publics pour que le dispositif d'aides d'urgence soit activé : mobilisation du régime des calamités agricoles, exonération de taxe sur le foncier non-bâti, prise en charge des cotisations sociales...

Vers un système assurantiel plus incitatif ?

L'inquiétude a été vive tout au long de l'année quant à l'évolution du système assurantiel pour la viticulture dont l'entrée en vigueur est prévue en 2023. D'autant que les assureurs ont revu leurs contrats pour la campagne 2022 avec de fortes augmentations de cotisations et de niveaux de franchise. Ce qui ne plaidait pas en faveur du discours prêchant la nécessité de s'assurer.

Du rapport parlementaire déposé en avril 2021 jusqu'à l'adoption de la loi sur l'assurance récolte en mars 2022 puis des textes d'application en octobre 2022, la Confédération a œuvré, aux côtés des autres organisations de la filière, à faire entendre ses revendications notamment sur les points suivants :

- › Le seuil de déclenchement et de franchise : les fixer à 20 % pour toutes les filières
- › Le taux de subvention de l'assurance : le fixer à 70 % pour toutes les filières
- › Le seuil de déclenchement de la solidarité nationale : le fixer à 50 % pour la viticulture
- › Le taux d'indemnisation de la solidarité nationale : le fixer à 90 % pour les assurés.

Début septembre, le Président de la République, en déplacement aux Terres de Jim dans le Loiret, a annoncé les derniers arbitrages. Ainsi le secteur viticole a obtenu, comme il le demandait, **l'application de l'Omnibus, à savoir un contrat d'assurance multirisque climatique subventionné à 70 %, pour un seuil de déclenchement et de franchise à hauteur de 20 %.**

Il sera également accompagné par la solidarité nationale pour les risques les plus élevés **dont le seuil de déclenchement sera de 50 %, avec une prise en charge par l'Etat à hauteur de 90 % de l'indemnisation versée aux assurés.**

Voilà qui pourrait sans doute rassurer nos viticulteurs et les encourager à souscrire davantage au système assurantiel en 2023.

Cela étant, le calcul de la moyenne olympique reste un très gros point d'achoppement. Il faudrait nécessairement que cette référence, imposée par les accords internationaux de Marrakech et reprise dans la réglementation européenne, évolue également pour que cette réforme soit pleinement efficace. En retirant les années d'aléas climatiques de son calcul, par exemple. La mobilisation reste pleine et entière.



02

FACE AUX CONTRAINTES

ET PRESSIONS
GRANDISSANTES

Outre l'impérieuse nécessité de trouver les moyens de s'adapter aux bouleversements climatiques et économiques qu'elle subit avec fracas, notre filière doit dans le même temps faire face à une défiance et des contraintes qui apparaissent toujours plus vives à l'égard de sa production. Et ce, quand bien même son engagement dans des pratiques plus vertueuses pour l'environnement et la santé des consommateurs n'est pas nouveau.

DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES TOUJOURS PLUS FORTES

RÉNOVATION DE LA CERTIFICATION HVE : ENTRE MÉCONTENTEMENT ET DÉCOURAGEMENT



Depuis son lancement en 2011, le nombre d'exploitations bénéficiant de la mention « Haute Valeur Environnementale » (sigle HVE) a augmenté de manière exponentielle. Au 1^{er} janvier 2022, ce sont 25 000 exploitations certifiées. Les exploitations viticoles étant majoritaires avec plus de 72% des exploitations certifiées et avec une progression de 57% en un an. Est-il besoin de rappeler qu'outre son rôle de précurseur la viticulture est un moteur dans cet engagement dans la transition agroécologique ?

Peu importe, puisqu'en cette année 2022, une rénovation du référentiel « au pas de charge » a été menée par le ministère de l'agriculture qui durcit notamment les indicateurs sur la stratégie phytosanitaire et la gestion de la fertilisation.



Dans le cadre d'un courrier commun avec les autres organisations de la production viticole, de la FNSEA et des JA, la Confédération alertait, courant mai, la directrice générale de la DGPE sur l'impact des propositions de révision pour les exploitations viticoles que ce soit les nouvelles références IFT (impact des parcelles en bio venant fausser le calcul des IFT dans les régions où les surfaces y sont importantes, non exclusion des traitements obligatoires, non prise en compte des incidents climatiques...) ou la modification en profondeur de l'item « bilan azoté » devenant plus exigeant avec des seuils à atteindre beaucoup plus faibles.

Bien que suivi d'une réunion avec les représentants de nos organisations nationales en juin pour aborder ces différents points, la DGPE s'est montrée ferme sur ses positions et a rappelé que la rénovation du référentiel était incontournable d'une part vis-à-vis de la Commission européenne dans le cadre de la PAC 2023 et des éco-régimes, d'autre part vis-à-vis des consommateurs.

Après la consultation publique lancée en juillet, les textes de la HVE rénovée ont été publiés le 22 novembre 2022 pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

Une réforme inique, complètement inadaptée à notre filière, qui risque tout à la fois d'empêcher de nouveaux viticulteurs de pouvoir prétendre à la certification, mais également d'en exclure une partie de ceux qui avaient déjà déployé des efforts importants pour l'obtenir.

Pour la Confédération, il est impératif que les pouvoirs publics, en concertation avec la filière, procèdent rapidement à des adaptations sous peine de casser la dynamique d'adhésion du vignoble à cette démarche de progrès qu'ils ont eux-mêmes encouragés. Des réunions avec la DGPE ont d'ores et déjà été programmées en 2023, dans le cadre d'un suivi de la mise en œuvre du référentiel acté par la CNCE (Commission nationale de la certification environnementale) en fin d'année.

LABEL « BAS CARBONE » :

ÉLABORATION D'UNE MÉTHODE SECTORIELLE POUR LA VIGNE



Pour faire suite à la création, par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES), d'un label « bas carbone » susceptible de diriger des financements vers des projets vertueux pour le climat, le conseil exécutif du CNIV a confié à l'IFV le soin d'élaborer une méthode sectorielle pour la filière viticole sur la partie vigne.

Une première présentation de cette méthode n'a pas manqué de susciter de vives réactions au sein de notre Confédération qui a demandé à surseoir à son dépôt, considérant que certains points n'étaient pas acceptables.

Notamment parce que l'accès à cette certification (et la génération de crédits carbone qui en découlerait), s'appuyait sur les pratiques actuelles de l'exploitation (T0) et la démonstration d'une évolution de ces dernières en vue d'une réduction des émissions. Cela posait un réel problème dans la mesure où pour ceux qui auraient déjà fortement amélioré leurs pratiques avant de s'inscrire dans une telle démarche, la marge d'amélioration serait nettement moins élevée que pour les « mauvais élèves ». Or, nombre d'exploitations en viticulture ont déjà réalisé un important travail en ce sens et risquaient de ne pas pouvoir valoriser les efforts déjà consentis, si ceux-ci n'étaient pas considérés rétroactivement.

Par ailleurs, il a été relevé un problème d'incompatibilité entre une démarche visant à réduire l'empreinte carbone et celle visant à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires. En effet, les bonnes pratiques pour réduire l'utilisation de ces derniers entraînent des passages d'engins plus nombreux dans les vignes, ce qui augmente mécaniquement l'empreinte carbone.

La mobilisation a permis, outre le report du dépôt de la méthode, que des discussions soient engagées auprès du MTES et que la Confédération soit pleinement associée aux travaux qui se sont tenus tout au long de l'année. L'objectif reste de valider une méthode plus aboutie pour la filière viticole qui serait déposée auprès du MTES, en vue de son approbation, en 2023.

Cela étant, à la Confédération, nombreux sont ceux qui pensent que la démarche idéologique va se heurter à la réalité du terrain et s'interrogent quant aux réels bénéfices que pourraient obtenir les futurs porteurs de projets par rapport aux efforts qu'ils devraient engager pour ce faire. L'étude préalable à la mise en place d'un label Bas carbone au sein de la filière viti-vinicole, lancée par FranceAgriMer et dont la présentation est attendue courant 2023, sera peut être de nature à apporter des éléments de réponse et une meilleure connaissance sur le marché du carbone.





EVOLUTION DE LA STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LA FLAVESCE DORÉE

Courant 2022, le ministère de l'Agriculture consultait les organisations professionnelles sur la révision de la stratégie de lutte contre la flavescence dorée. S'appuyant sur l'évolution de la réglementation européenne, le ministère proposait d'arrêter les mesures de lutte obligatoire dans les zones considérées comme largement infectées et de les remplacer par des mesures d'enrayement. Seules les zones indemnes de la maladie ou peu contaminées se verraient appliquer des mesures d'éradication.

Or la flavescence dorée n'étant plus placée en lutte obligatoire, le risque d'un désengagement de l'Etat, que ce soit sur son suivi ou sur les budgets alloués à la lutte et à la surveillance, a vite été identifié par les organisations professionnelles.

La Confédération a exprimé son opposition à cette évolution qu'elle juge négative pour la filière et, aux côtés d'autres organisations de la production, a fait connaître sa position auprès des services du ministère et du Ministre. Cependant le sujet n'est toujours pas tranché à ce jour.

ZONES DE NON TRAITEMENT (ZNT) : EXTENSION AUX LIEUX DE TRAVAIL ASSORTIE DE MOYENS DE PRÉVENANCE EN AMONT ET ALLONGEMENT DES DISTANCES MINIMALES POUR LES CMR 2

Conformément aux injonctions du Conseil d'Etat, le gouvernement a modifié l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants. Les lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière à proximité de ces traitements rentrent désormais dans le champ d'application des zones de non traitement (ZNT), dès lors que des distances ne sont pas déjà fixées par l'Autorisation de mise sur le marché (AMM) des produits.

La deuxième injonction du Conseil d'Etat portait sur la nécessité d'informer, en amont des applications de produits, les résidents et désormais les travailleurs présents à proximité des zones d'épandage. Cette obligation sera du ressort des chartes départementales d'engagement, lesquelles spécifiaient jusqu'à présent les moyens techniques de réduire les ZNT. Les chartes d'engagements devront être opérationnelles d'ici au 26 juillet 2022, après accord préfectoral et consultation du public.

La troisième et dernière injonction du Conseil d'Etat concernait les CMR2 suspectés d'être cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques, plus précisément ceux homologués avant 2016, dépourvus de mention ZNT. Le décret du 25 janvier 2022 entérine la mise à jour de leur AMM d'ici au 1er octobre 2022. A compter de cette date, les produits n'ayant pas fait l'objet d'une demande recevable auprès de l'Anses ont vocation à se voir appliquer par voie réglementaire une ZNT de 10 mètres. A l'issue de cette période transitoire, un état des lieux sera réalisé afin de constater les situations d'impasse qui pourraient subsister et engendrer des pertes de production agricole afin de déterminer les modalités de compensation dans ce cas.

Si l'on comprend l'esprit de la démarche, elle se heurte à la réalité du terrain. Les conditions d'utilisation des produits se resserrent toujours plus et les ZNT semblent vouées à s'étendre davantage.

La Confédération restera cependant mobilisée pour faire valoir la compensation en cas d'impasses liées aux CMR 2 et poursuivra sa mobilisation pour contraindre les aménageurs publics ou privés à intégrer dans tout nouveau projet d'aménagement situé en bordure d'espace agricole un espace de transition végétalisé. Alors même que ce sont les viticulteurs qui voient l'urbanisation se rapprocher, la responsabilité de gérer les distances de sécurité ne doit plus leur incomber.

A ce rythme, comme le disait un brin ironique et désabusé un administrateur de la Confédération : « la filière n'aura en tout cas plus lieu de s'inquiéter d'éventuels problèmes de surproduction ».



ENTRE ATTENTES SOCIÉTALES ET PRESSION DES POLITIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE

RÉVISION DU RÈGLEMENT EUROPÉEN CONCERNANT L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS :

VERS LA FIN DE LA SPECIFICITÉ ACQUISE PAR LES VINS QUANT À L'ÉTIQUETAGE DES INGREDIENTS ET CALORIES ?

Après 40 ans d'exemption et de nombreuses années de discussions, l'obligation d'information des consommateurs sur les ingrédients et calories pour les vins a été actée lors de la réforme de la PAC (2023-2027) et inscrite dans le règlement OCM (dit règlement Omnibus) publié le 2 décembre 2021. Si ce texte rend obligatoire la communication des ingrédients et de la déclaration nutritionnelle à compter du 8 décembre 2023, un règlement délégué de la Commission européenne est attendu afin de préciser les détails de la mise en œuvre de cet étiquetage. Acte délégué dont on était toujours dans l'attente en cette fin d'année 2022.

Dans le même temps, la Commission européenne lançait en fin d'année 2021 une consultation publique concernant la révision du règlement sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires (règlement FIC 1169/2011). Parmi les domaines concernés figure la fin de l'exemption pour les boissons alcoolisées. En effet alors que la fin de l'exemption de la liste des ingrédients et de la déclaration nutritionnelle pour le vin et les vins aromatisés a été actée dans le cadre de l'OCM, une telle évolution est en cours de discussion pour les spiritueux et autres boissons titrant à plus de 1,2 % d'alcool en volume puisque le règlement INCO contient une disposition prévoyant que « l'obligation d'étiqueter la liste des ingrédients et la déclaration nutritionnelle n'est pas obligatoire pour les boissons titrant à plus de 1,2 % d'alcool en volume ».

Explorant les différents moyens de mettre fin à cette

exemption pour les boissons alcoolisées, dont une des options consiste à exiger que toutes les informations doivent se trouver sur l'étiquette du produit, la DG Santé a laissé entendre que l'obligation prévue pour le vin pourrait être à nouveau modifiée par la révision du règlement FIC, faisant valoir que ce dernier prime sur le règlement OCM.

La filière viticole, à travers ses différentes organisations européennes, s'est mobilisée en ce début d'année 2022 et a fait savoir à la Commission que la révision du règlement INCO ne devait pas venir remettre en cause les mesures qui ont déjà été prises pour son secteur. La spécificité du secteur du vin est justifiée par le fait qu'il est essentiellement composé de petites et moyennes entreprises et que les produits en question ne sont pas des produits « standardisés » mais qui ont vocation à avoir une composition différente en fonction des années, des matières premières disponibles et que c'est pour cette raison qu'une solution hybride combinant la transmission d'information sur les étiquettes des produits et par voie électronique a été prise en compte dans le cadre du règlement OCM avec la possibilité de mettre en œuvre un étiquetage dématérialisé.

Si la Commission européenne devait publier sa proposition de révision avant la fin 2022, aucune publication n'a vu le jour au cours de cette année, ce qui n'est pas pour rassurer la filière viticole qui était également dans l'attente de la publication de l'acte délégué précisant les modalités d'étiquetage pour ses produits.

IRLANDE : VERS UN ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRE D'AVERTISSEMENTS SANITAIRES POUR LES BOISSONS ALCOOLISÉES

Après l'entrée en vigueur au 1er janvier 2022 du prix minimum sur l'alcool dans un objectif de réduction de la consommation d'alcool, l'Irlande notifiait quelques mois plus tard son projet de règlement relatif à l'étiquetage des boissons alcoolisées qui prévoit la fourniture d'informations sur l'étiquette :

- › Un avertissement informant des risques liés à la consommation d'alcool (en particulier les maladies du foie),
- › Un avertissement des risques liés à la consommation d'alcool pour les femmes enceintes
- › Un avertissement informant du lien entre l'alcool et les cancers mortels
- › La teneur en alcool du produit en gramme et le nombre de calories contenus dans le produit
- › Un lien vers un site web de santé contenant des informations sur l'alcool et ses méfaits

Parce que son adoption serait une atteinte grave au fonctionnement du marché unique, et que la France serait la première impactée (deuxième fournisseur de boissons alcoolisées après le Royaume-Uni, le vin représentant près des 2/3 des importations en Irlande), la Confédération, aux côtés de la CNAOC, du CNIV et de l'UMVIN, s'est mobilisée et a interpellé le ministre de l'Agriculture pour que la France fasse entendre son opposition dans le cadre de la procédure de notification du système sur les réglementation techniques (« TRIS »).

Malgré la coalition d'États membres menée par l'Italie, la France et l'Espagne, qui a fait front contre ce projet de règlement, craignant que l'harmonisation de la législation européenne soit ainsi menacée et que la libre circulation des marchandises dans le marché intérieur soit remise en question, la procédure « TRIS » s'est achevée le 22 décembre sans qu'aucune objection n'ait été soulevée, ce qui, d'un point de vue procédural, équivaut à une approbation tacite.

L'Irlande doit maintenant notifier son projet à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avant d'adopter sa nouvelle loi.



LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE CANCER :

LE RAPPORT BECA (BEATING CANCER)



En début d'année 2022, la filière s'est fortement mobilisée dans le cadre du vote par le Parlement européen du rapport de la commission de lutte contre le cancer.

En effet, dans sa rédaction d'origine, ce rapport indiquait en particulier qu'il n'y avait pas de niveau de consommation d'alcool sans impact pour la santé. Cette assertion, en effaçant la distinction entre les comportements raisonnés et excessifs, poussait un peu plus avant les propositions dogmatiques de zéro consommation d'alcool.

Par ailleurs, si ce rapport d'initiative parlementaire n'était pas contraignant, il était en mesure de donner un cadre aux futures propositions de la Commission Européenne. En cas d'adoption du principe d'absence de niveau de consommation sans risque, les instances européennes auraient pu retirer de futures subventions au bénéfice du vignoble pour ne pas soutenir une production jugée nocive pour la santé.

Fort heureusement la mobilisation a payé. Des amendements de compromis au texte d'origine, déposés et votés en séance plénière par les eurodéputés, ont permis de tempérer le rapport initial. Notamment en introduisant la nuance entre consommation modérée et nocive de boissons alcoolisées.

Voilà qui va plus dans le sens d'une réduction des consommations à risque que la filière soutient depuis longtemps déjà. Mais l'équilibre recherché pour promouvoir une consommation modérée et raisonnée semble de plus en plus mis à mal par les hygiénistes anti alcool qui, à la modération, préféreraient une prohibition, dont on connaît pourtant de longue date l'inefficacité.

Entre la tentative précipitée de faire passer le rapport européen de lutte contre le cancer (BECA), dont les termes ont heureusement été assouplis avant d'être adoptés, et cette lenteur (à dessein ?) dans la définition et le développement des termes de l'étiquetage nutritionnel du vin, on peut légitimement s'alarmer du manque de considération dont il est fait preuve à l'égard du secteur vitivinicole. Secteur vitivinicole dont il faut rappeler avec force l'importance dans le tissu économique, social, environnemental et culturel de la France et plus globalement dans celui de l'Union Européenne.

VIN & SOCIÉTÉ :

PLUS QUE JAMAIS EN SOUTIEN DE LA FILIÈRE

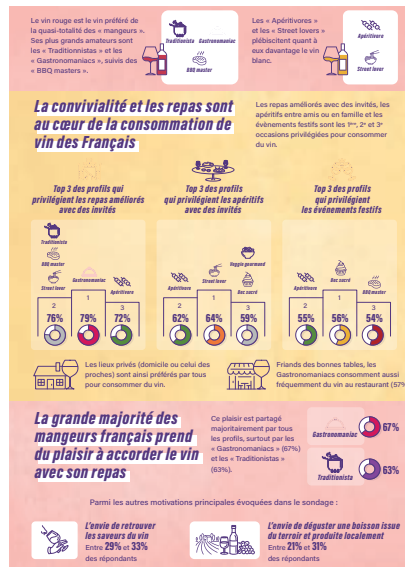
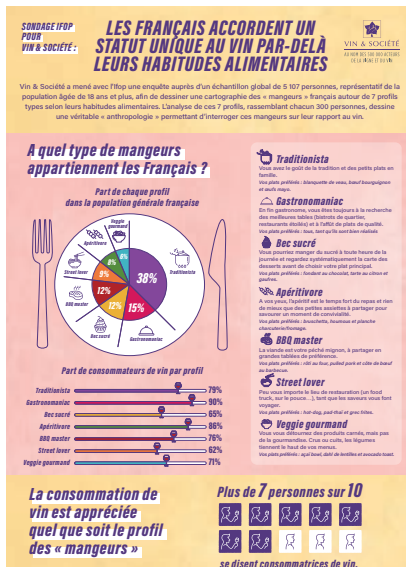
Depuis quelques années la filière est confrontée à un durcissement des politiques de santé que ce soit sur le plan national ou européen. On le voit avec l'apparition du discours proclamant qu'il n'existe pas de consommation sans risque pour la santé, ou encore avec des propositions de messages d'alerte sanitaire, de restriction des aides à la promotion, d'instauration de prix minimum sur l'alcool ou de renforcement des taxes... Le sujet est sensible puisque lié à des enjeux de santé publique, mais force est de constater que l'attitude passive qui consistait à ne pas répondre aux attaques ne fonctionne pas devant la montée en puissance de ceux qui voudraient prôner l'abstinence plutôt que la modération. Aussi tout au long de l'année 2022, Vin et Société s'est mobilisé pour accompagner ses membres.

S'ENGAGER SUR LE PLAN SOCIÉTAL

Les mangeurs français et le vin

Dans le prolongement de la campagne de communication nationale initiée en janvier 2021 « Un bon vin se sert avec tout, avec modération surtout », Vin & Société a conduit avec l'Ifop une enquête portant sur les 7 profils de mangeurs ou « foodista » identifiés dans la campagne. Ce sondage a permis de mieux connaître ces différents profils (âge, catégorie socio-professionnelle, urbains/ruraux) et de cerner leur consommation de vin (occasion privilégiée, fréquence, couleur préférée, etc.) en fonction de leur alimentation.

Si les habitudes alimentaires des Français sont très variées, on constate un véritable attachement au vin qui transcende les spécificités de chacun. Tous les profils se disent en majorité consommateurs, et plus de 7 personnes sur 10 jugent qu'un repas de qualité est la meilleure occasion pour consommer du vin. Cette enquête rappelle le statut particulier du vin, un produit que les Français associent au partage, à la convivialité, au plaisir d'être ensemble.



Télécharger l'infographie du sondage : <https://www.vinetsociete.fr/sondage-ifop-vin-habitudes-alimentaires>

Former les futurs professionnels de la filière vin

Parce que les professionnels du vin sont les premiers ambassadeurs de la consommation responsable auprès des consommateurs, Vin & Société a développé une formation spécifique à destination des futurs professionnels du secteur (cursus pédagogiques viticulture-œnologie des lycées agricoles publics). Alternant quizz, expériences immersives et jeux, ce module de formation ludique a pour vocation de sensibiliser ce public aux messages de la consommation à moindre risque et de leur apporter toutes les clés nécessaires sur le sujet en vue de leur insertion dans le monde professionnel.

TRANSMETTRE LES VALEURS DE LA VIGNE ET DU VIN

C'est à travers le digital que Vin & Société a fait rayonner les valeurs du vin en 2022, allant de la mise en avant des acteurs de la filière sur ses réseaux sociaux, à la création des contenus innovants, tels que la série « Tour des vignobles ».

Par ailleurs, grâce à son web média Vinsta, la filière est plus que jamais engagée dans la construction d'une approche décomplexée de la culture du vin auprès des jeunes générations. Après 3 années d'existence, Vinsta rassemble une large communauté de 18-35 ans (+ 20 000 abonnés sur Facebook et de + 25 000 abonnés sur Instagram), curieuse et avide de découvertes gastronomiques.

Découvrir l'univers Vinsta :
<https://www.vinsta.fr/>



DIALOGUER AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

Revirements scientifiques et politiques de santé publique

La question de la prise en compte des études scientifiques dans l'élaboration des politiques publiques est revenue sur le devant de la scène avec plusieurs actualités en 2022, notamment l'adoption du rapport « BECA » en février, suivie par la mise à jour de l'étude « Global Burden of Disease » publiée par le Lancet à l'été.

› Le rapport BECA : un cas d'école

Si le rapport final est venu précisé que l'abus d'alcool (et non toute consommation) est un facteur de risque, il faisait également référence à une étude du groupe de travail « Global Burden of Disease » publiée dans le Lancet en 2018 « dont il ressort qu'il n'existe pas de niveau de consommation d'alcool sans danger quand il s'agit de prévention du cancer ». Les conclusions de cette étude donnaient pourtant une information différente, à savoir que seule la consommation excessive est à risque et non la consommation modérée et que le risque est quasi identique entre abstinents et consommateurs modérés. Cette référence intégrée au rapport BECA pose ainsi la question de l'utilisation à des fins politiques d'études scientifiques dont les conclusions sont susceptibles d'évoluer dans le temps – ce qui s'est effectivement produit ici.

› Actualisation de l'étude « Global Burden of Disease » du Lancet

Au mois de juillet 2022, la revue The Lancet publiait les derniers travaux du « Global Burden of Disease », un groupe de travail scientifique assurant notamment le suivi régulier des effets de la consommation d'alcool sur la santé. Cette mise à jour par rapport à la précédente étude de 2018 a constitué un événement notable, puisqu'elle montrait que la consommation modérée d'alcool, à partir d'un certain âge, peut présenter des bénéfices, contrairement à ce qu'indiquait la précédente édition qui condamnait toute consommation. Un revirement qui est aussi une parfaite illustration de la complexité des politiques de santé publique.

› Changement d'échelle, changement de conclusions

Les causes d'un tel revirement ont été analysées par Vin & Société. Il apparaît que les experts du GBD se sont cette fois attachés à distinguer les effets de l'alcool selon l'âge et le sexe. Et lorsque l'on regarde de plus près, on se rend compte que la moyenne cache bien des disparités. Les auteurs s'accordent ainsi à dire que tout verre d'alcool est associé à une perte d'années de vie en bonne santé chez les jeunes adultes (blessures consécutives à l'alcoolisation, accidents de voiture...). En revanche, chez les sujets plus âgés, présentant des risques cardiovasculaires, sa consommation modérée rime avec meilleure santé. Ainsi, les conséquences de l'alcool varient selon les âges : chez les jeunes, l'alcool impacte l'état de santé des individus à cause des risques d'accident ; après 40 ans, sa consommation modérée apporte des bénéfices sur le plan cardiovasculaire.

› Etudes et politiques de santé publique, et demain ?

Cette actualisation des données issues du GBD doit inviter les gouvernements à la prudence dans l'élaboration de futures politiques de santé publique, comme le rappelle régulièrement Vin & Société aux acteurs institutionnels. C'est ainsi que le rapport BECA fait dorénavant référence à une étude dont les conclusions ont depuis été profondément modifiées.... La science est par nature évolutive. La modération, loin d'avoir dit son dernier mot, nous indique un chemin bien compris des consommateurs et dont la pratique est désormais une réalité.

Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2023

Le PLFSS a été une nouvelle fois l'occasion pour les détracteurs de la filière vitivinicole de promouvoir des mesures idéologiques dont l'impact sur la consommation et sur la santé des Français n'ont fait l'objet d'aucune étude préalable en France (prix minimum, taxation de la publicité...). Mais le niveau de désinformation auquel sont exposés les décideurs publics s'est accru lorsqu'une proposition de déplafonnement des droits d'accises a vu le jour, surfant avec opportunisme sur le contexte inflationniste actuel. Vin & Société a mobilisé les parlementaires avec succès pour faire valoir l'absurdité des arguments avancés, aboutissant à un rejet de la proposition.



03

DÉFENDRE ET PENSER
L'AVENIR DE NOS VINS IGP



RÉFORME DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES (IG) : LA CONFÉDÉRATION PLEINEMENT MOBILISÉE



Après l'analyse d'impact publiée en octobre 2020, suivie d'une consultation publique ouverte du 15 janvier 2021 au 9 avril 2021, ainsi que de consultations ciblées avec les États membres et les organisations concernées dans ce domaine, **la Commission européenne adoptait le 31 mars 2022 sa proposition législative** de révision du système des indications géographiques pour les vins, les boissons spiritueuses et les produits agricoles.

Alors que jusqu'à présent la réglementation sur les IG est divisée par type de produit, le règlement 1308/2013 (OCM) pour les vins, le règlement 2019/787 pour les spiritueux et le règlement 1151/2012 pour les produits agricoles, la Commission souhaite par cette réforme aboutir à un règlement dit « horizontal ».

Pour la Confédération, **en déconnectant une partie des règles relatives aux vins à IG de l'Organisation Commune des marchés agricoles** (OCM unique), la proposition de la Commission aurait pour conséquence de faire figurer certaines de leurs dispositions dans l'OCM (définitions des IG, contrôles, mentions traditionnelles, gestion des volumes, indicateurs de prix), tandis que d'autres parties seraient insérées dans le règlement horizontal sur les IG (procédures, protection, groupements de producteurs).



Outre le fait que cette dispersion ne plaide pas en faveur d'une simplification, l'enjeu politique est d'importance. En effet, le marché vitivinicole de l'UE se caractérise par une politique de qualité assortie d'outils réglementaires. Si une partie de la politique vitivinicole sous IG est insérée dans un autre règlement horizontal, la filière ne sera plus en mesure de réviser la politique vitivinicole IG en même temps que la PAC. Ce qui pose à terme la question d'une potentielle sortie de la PAC du produit vin, ce que d'aucuns pourraient souhaiter fortement.

D'autre part, **la proposition d'externaliser l'examen des cahiers des charges à l'Office européen des marques (EUIPO)**, compétence qui appartient aujourd'hui à la Commission européenne, apparaît excessivement dangereuse pour les signes de qualité. En effet, l'examen des cahiers des charges des IG va bien au-delà de la protection d'un nom et comprend des règles de production, de conditionnement, d'étiquetage et de durabilité pour lesquelles l'EUIPO n'a aucune expertise. C'est pourquoi nous demandons que les États membres et la Commission européenne doivent être seuls responsables, dans le cadre d'une subsidiarité renforcée, de l'examen des demandes d'enregistrement, des modifications, des oppositions et des annulations.

Concernant les règles proposées relatives aux **groupements de producteurs** (ODG), la Confédération demande que la subsidiarité soit la règle pour s'assurer que les spécificités nationales soient maintenues.

Quant à la proposition d'**accroître la durabilité** sociale, environnementale et économique des IG en fixant des exigences dans leur cahier des charges, la Confédération rappelle que la récente réforme de la PAC a apporté des mesures positives et significatives sur ce sujet avec la possibilité d'inclure volontairement des éléments de durabilité dans les cahiers des charges et que cela doit rester facultatif.

Le Parlement européen et le Conseil ayant commencé à travailler sur cette réforme durant l'année 2022, la Confédération a transmis une note de ses positions au ministère de l'agriculture pour qu'il les porte au Conseil et s'est attachée à mobiliser les parlementaires européens pour essayer d'infléchir le texte de la Commission par le biais d'amendements. Le vote du Parlement et les négociations en trilogue devraient avoir lieu en 2023 et un accord sur la réforme devrait être trouvé d'ici la fin de 2023. La Confédération restera pleinement mobilisée sur le sujet.

DES OUTILS DE RÉGULATION POUR LES VINS IGP

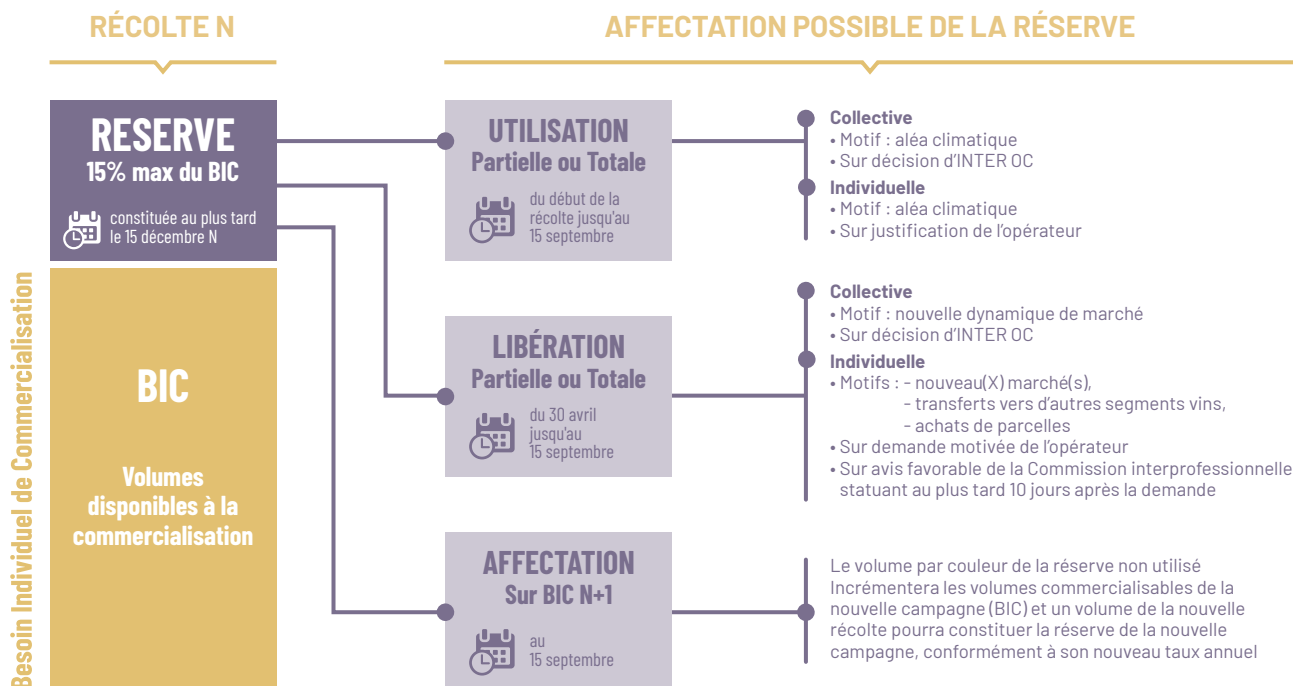
En 2022, un groupe de travail a été mis en place au sein du CNIV pour réfléchir aux outils de régulation de la production viticole. Parallèlement à celui-ci, les membres de notre Comité Directeur ont souhaité mettre en œuvre un groupe de réflexion au sein de la Confédération pour être force de propositions eu égard aux spécificités des IGP.

A cette occasion, l'interprofession de l'**IGP Pays d'Oc, Inter'Oc**, a présenté le dispositif qu'elle souhaitait mettre en place. Il s'inspire du modèle Champenois qui profite de la latitude laissée par l'écart entre le rendement de base prévu au cahier des charges et un rendement butoir plus

élevé. Les IGP disposant uniquement d'un rendement maximum de production inscrit au cahier des charges, Inter'Oc est partie sur un **Besoin Individuel en Certification (BIC)** calculé, par couleur, sur la base de l'historique de commercialisation de chaque structure et du niveau de stock souhaité en fin de campagne.

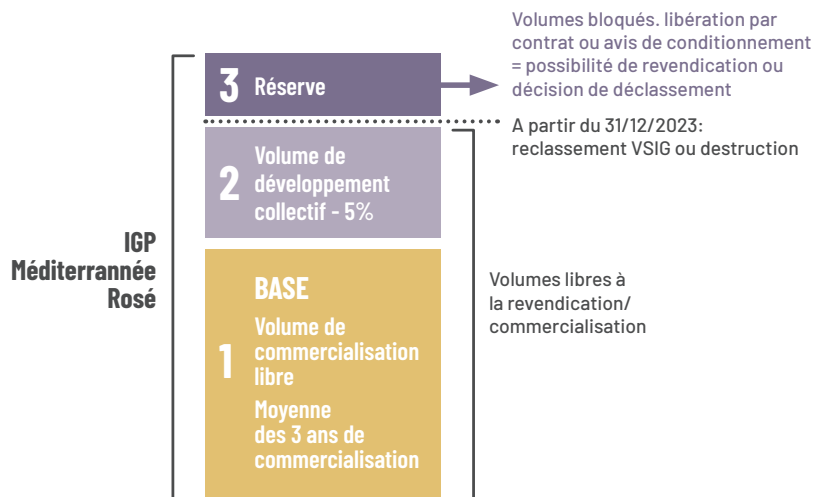
L'objectif du dispositif est de ne produire que ce que le marché nécessite pour préserver un équilibre entre l'offre et la demande et conserver des niveaux de stocks sains. C'est l'interprofession qui définit le volume du BIC en début de campagne en prenant en compte les niveaux de stocks et la moyenne des sorties de chais des dernières campagnes.

Par ailleurs, **ce dispositif peut s'adapter au regard des évolutions du marché. Au fil de la campagne l'interprofession peut faire évoluer le BIC par couleur s'il est constaté un accroissement significatif de la demande.**



Enfin, le BIC qui s'appuie sur la capacité de commercialisation propre à chaque structure étant inférieur au rendement maximum, **il laisse une latitude au producteur pour constituer une réserve** s'il le désire et, ce, **à hauteur de 15 % maximum au-delà du BIC** (ce qui la fait coïncider avec la règle du 85/15 pour la mention de cépage et du millésime). Cette réserve pouvant par exemple permettre au producteur d'alimenter ses marchés en cas d'aléas climatiques ou d'en alimenter de nouveaux.

Par ailleurs, au sein d'**Intervins Sud-Est**, la réflexion s'est engagée sur un système de **Volume Individuel de Production Commercialisable Certifiée (VIP2C)** pour réguler la commercialisation des vins rosés IGP Méditerranée. Assez proche du BIC, mais qui tiendrait compte de problématiques propres au Sud-Est. Avec, à la base, un volume commercialisable libre défini pour chaque structure (basé sur l'historique de commercialisation), auquel s'ajoute un volume de développement collectif (pourcentage fixé par l'interprofession en fonction des stocks, de la récolte prévisionnelle et des sorties de chais) et, enfin, la constitution d'une réserve pour assurer le lien entre deux millésimes ou développer la vente.



Sans doute pourrait-on trouver des imperfections aux initiatives présentées, mais rappelons qu'elles sont évolutives et adaptables et que le modèle dont elles s'inspirent a mis plusieurs années à se construire.

L'objectif étant d'obtenir l'accord de leur mise en place dès la récolte 2022 et une validation définitive, par les autorités compétentes, le plus rapidement possible ensuite, la Confédération a appuyé fortement ces deux initiatives lors d'un rendez-vous avec le Cabinet du ministre de l'Agriculture.



L'ARRIVÉE DE L'IGP LORRAINE ET... LE RETOUR DES CRÉMANTS !

Fin 2021, on pouvait se féliciter de l'arrivée d'une nouvelle Indication Géographique Protégée Vin, l'**IGP Lorraine réservée aux vins mousseux de qualité blancs, rosés et rouges**, dont le cahier des charges a été homologué par arrêté le 12 octobre 2021.

L'**Association des Vignerons de Lorraine**, reconnu comme Organisme de Défense et de Gestion de l'IGP, rejoint par ailleurs officiellement les rangs de la Confédération en début d'année 2022.

Cela étant, s'agissant de vins mousseux et comme elle en a pris l'habitude depuis plus de 10 ans maintenant, la Fédération nationale des producteurs et élaborateurs de Crémant n'a pas manqué d'attaquer l'arrêté d'homologation du cahier des charges de l'IGP devant le Conseil d'Etat.

La décision de ce dernier « tombe » le 23 décembre 2022. Dans celle-ci, le Conseil d'Etat indique notamment que « la production de vins mousseux de qualité dans la zone de l'indication géographique protégée Lorraine, qui avait quasiment disparu après la Première guerre mondiale, s'est développée notamment à partir des années 1980-1990 et consolidée depuis le début du XXI^{ème} siècle » et que « **l'existence d'un lien avec l'origine géographique doit être regardée comme établie pour les vins mousseux de qualité blancs, rosés et rouges par ce cahier des charges** ».

La requête de la Fédération nationale des producteurs et élaborateurs de Crémant est donc rejetée et l'occasion est belle de souhaiter un joyeux Noël à l'IGP Lorraine !

ÉTUDE PROSPECTIVE :

LES VINS IGP A L'HORIZON 2040



CE QUI A MOTIVÉ L'ÉTUDE

En 2019, nous célébrons les 10 ans de reconnaissance de nos vins en Indication Géographique Protégée, l'occasion pour nous de dresser un bilan de ce passage sous signe de qualité. Nous pouvons nous féliciter d'une très

nette valorisation de nos produits durant cette période et du poids croissant de notre segment IGP, fort aussi d'une capacité d'innovation indéniable.

Constat qui pouvait pousser à un peu d'optimisme, mais qui a très vite été tempéré au regard du contexte dans lequel évoluait, et évolue encore, notre filière. bouleversement des modes de consommation, concurrence accrue, changement climatique, exigences sociétales, coûts de production croissants... La liste était déjà longue de ce qui pouvait nourrir des inquiétudes quant à notre avenir.

Nous avons alors décidé de nous engager dans une démarche prospective, convaincus du bénéfice qu'il y aurait à anticiper les évolutions possibles et à pouvoir ainsi offrir à nos producteurs des éléments susceptibles de les y préparer au mieux.

Ce travail, sur ce que pourrait être le devenir de nos vins à Indication Géographique Protégée dans

un horizon à 15-20 ans, a été réalisé grâce au concours de FranceAgriMer et de l'Institut des Hautes Etudes de la Vigne et du Vin (IHEV). Il a débuté à la fin de l'année 2020 et débouché, en mars 2022, sur l'écriture de **4 scénarios contrastés d'évolution pour notre filière**.

RÉALISATION ET PROLONGEMENT



Entre les mois de mai et de juin, ces scénarios d'évolution ont été présentés à des professionnels de la filière IGP lors de **quatre réunions en région** : à Vénasque pour le Sud-Est, Fronton pour le Sud-Ouest, Montpellier pour le Languedoc et Angers pour le Val de Loire. A chaque fois, les participants ont été invités à indiquer les attitudes stratégiques qu'ils adopteraient en fonction des scénarios et à faire des propositions d'actions pour favoriser leur réalisation, s'y préparer ou au contraire s'en prémunir. Cette démarche participative engagée en région a fait l'objet d'une restitution lors du congrès annuel de la Confédération au mois de juillet.

Enfin, **la Confédération s'est vue remettre le rapport complet de l'étude en septembre 2022** et une présentation en a été faite lors du salon Vini-tech de Bordeaux en novembre.

Cela étant, la réalisation de cette étude n'a pas été considérée comme une fin en soi, mais seulement comme la première phase du travail. Les scénarios qu'elle contient, qu'ils nous soient favorables ou non, ont suscité 342 propositions d'actions lorsqu'ils ont été présentés en région. Partant du principe que « gouverner, c'est prévoir et que, ne rien prévoir, c'est courir à sa perte », à charge maintenant pour notre Confédération de s'appuyer sur ces propositions pour élaborer une stratégie nationale plus efficiente.

Ne voulant pas en rester au stade du fameux « Y'a qu'à, faut qu'on », nous entrerons en 2023 dans **une deuxième phase de travail avec nos OGD et nos administrateurs**. Celle-ci visera à retenir les propositions qui nous semblent les plus pertinentes et surtout à les transformer en des actions concrètes, réalisables sur le terrain et mesurables dans le temps, pour aider nos producteurs d'IGP qui, rappelons-le, rencontrent des contraintes de plus en plus fortes à l'exercice de leur métier. Certains d'entre eux pouvant même légitimement se demander si elles ne finiront pas par les empêcher d'en vivre correctement.

Lien vers la synthèse de l'étude :

<https://www.franceagrimer.fr/Actualite/Filieres/Vin-et-cidriculture/Vin/2022/Premiere-prospective-sur-la-filiere-francaise-des-vins-IGP-differents-futurs-possibles-a-l-horizon-2040-2045>

Lien vers le rapport complet :

https://www.franceagrimer.fr/fam/content/download/69404/document/PROSP_ETU_VIN_IGP.pdf?version=1

CONGRÈS NATIONAL 2022 : LES VINS IGP ET LA DURABILITÉ

Dans un contexte particulièrement morose, le choix de la thématique de la table ronde « les vins IGP et la durabilité » pouvait hérisser les poils et être perçu comme la goutte d'eau de trop pour certains.

Cependant, il ne s'agissait pas d'évoquer l'adaptation contrainte des entreprises à des normes constamment réinventées, bien que celles-ci soient d'ores et déjà bien là, mais plutôt d'ouvrir des perspectives de résilience face aux turbulences extrêmes que rencontre notre filière et qui n'iront vraisemblablement pas en s'estompant.

Si en tant qu'organisation nationale, il est de notre responsabilité de faire remonter les préoccupations de nos producteurs auprès des pouvoirs publics et de demander des soutiens ou une réorientation des politiques publiques, notamment en cas de crise, il nous appartient également d'ouvrir le champ des possibles pour nous permettre, demain, d'actionner un ensemble de leviers qui inscrira nos entreprises dans la durabilité.

A cet égard, la qualité des interventions a pu nous apporter un éclairage particulièrement intéressant.



Les intervenants de la table ronde

- › **Mme Stéphanie PELET**, avocate au sein du Cabinet Alinéa (Bruxelles) / *La durabilité : un enjeu qui traverse l'ensemble des politiques européennes.*
- › **Mr Hubert DUBIEN**, président du CNAOL / *Présentation de la démarche entreprise par la filière des IG laitières sur la durabilité.*
- › **M. Marcel KUNTZ**, directeur de recherche au Laboratoire de Physiologie Cellulaire Végétale du CNRS de Grenoble / *Les nouvelles techniques de sélection végétale (New Breeding Technologies) : un levier au service de la transition agroécologique ?*
- › **Mme Marie Cécile DAMAVE**, Responsable Innovations et Affaires Internationales à AgrIdées (Paris) / *Le marché du bas carbone : état des lieux et projection.*
- › **M. Sylvain GRAS**, directeur ICV secteur Ardèche / *Les innovations à la cave dans un contexte de changement climatique (les techniques correctives) et d'attentes sociétales (la désalcoolisation partielle).*
- › **Mme Irène TOLLERET**, députée européenne, co-présidente de l'intergroupe Vins, Spiritueux et Produits alimentaires de qualité du Parlement européen et viticultrice dans l'Hérault / *Présentation du travail réalisé par les parlementaires sur les différents sujets abordés.*



LA DÉSALCOOLISATION PARTIELLE : UNE OPPORTUNITÉ POUR LES IGP ?

En 2022, la Confédération s'est intéressée à la possibilité offerte aux IGP, depuis l'entrée en vigueur du règlement européen 2021/2117, de pratiquer la désalcoolisation partielle (jusqu'à 0,5 % vol.) et de pouvoir appeler « vin » ou « vin mousseux de qualité » le produit obtenu. Et, ce, même si le cadre régissant cette pratique, toujours dans l'attente d'un texte d'application de la part de la Commission Européenne, n'est pas encore complètement abouti.

En effet, eu égard aux conséquences, il est apparu nécessaire de commencer à s'interroger sur les pratiques œnologiques (ajout d'eau, d'arômes, de sucres, ou de CO²) auxquelles il serait souhaitable ou non de recourir pour que la qualité intrinsèque du produit demeure et de savoir si les vins IGP devraient s'interdire ou non de descendre en deçà d'un degré d'alcool minimum.

Etant entendu que par la suite, il reviendra à chaque ODG de faire ses choix selon ses marchés potentiels et dans le cadre de la réglementation (modification du cahier des charges à prévoir).

Si cela pouvait paraître prématuré pour certains, tant il y a à faire pour assurer la qualité du produit et son positionnement face à la concurrence, on sent l'intérêt des marchés poindre pour ce type de vin qui pourrait correspondre à l'attente des consommateurs pour des boissons plus faciles à boire.

Il s'agit là d'un sujet qu'il faudra suivre de près, les produits désalcoolisés représentant un intérêt tout particulier dans l'objectif de capter une clientèle plus jeune et de concurrencer les bières sur certains moments de consommation.

ELECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES 2022 : LA CONFÉDÉRATION FAIT ENTENDRE SA VOIX

Mettant à profit les événements phares de l'année 2022 (Salon international de l'Agriculture, élections présidentielle et législatives), la Confédération des vins IGP a établi une note de ses attentes à adresser aux différents candidats dans le cadre du prochain quinquennat.

Auditionné par la députée Marie Christine VERDIER-JOUCLAS (La République en Marche) le 28 janvier et par l'équipe de campagne de Valérie PECRESSE (Les Républicains) le 7 février, le président Gérard Bancillon a pu faire état des problématiques rencontrées par la filière et les vins IGP en particulier et porter les demandes de la Confédération : maintien de la politique de qualité des vins dans la PAC, développement des outils de régulation pour les IGP, révision du périmètre des comités de bassins existants, accompagner les IGP dans la transition agroécologique, faciliter le développement d'un système assurantiel viable dès 2023, engager une relation de confiance durable entre la viticulture, les pouvoirs publics et la société....

La note de position a été adressée à l'ensemble des ODG pour leur servir dans leurs échanges au plan local mais également à l'occasion du Salon de l'Agriculture à venir.



A close-up photograph of two glasses filled with red wine. The glasses are positioned diagonally, with the one in the foreground being more prominent. The wine is a deep red color, and the glass reflects light, creating highlights and shadows. The background is dark and out of focus.

04

LE MARCHÉ
DES VINS IGP

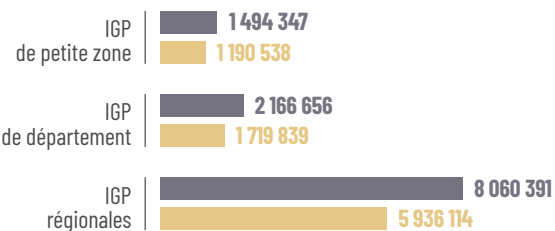
BILAN DE LA CAMPAGNE 2021/2022

PAR TYPE D'IGP

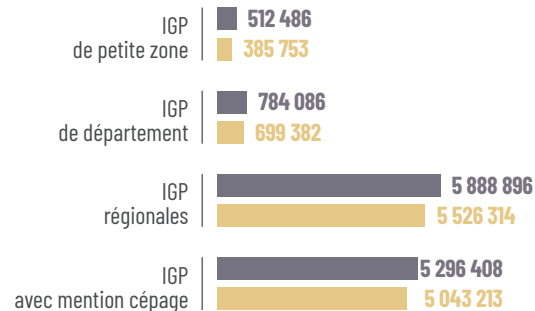
■ Volumes campagne
2020/2021 (en hl)

■ Volumes campagne
2021/2022 (en hl)

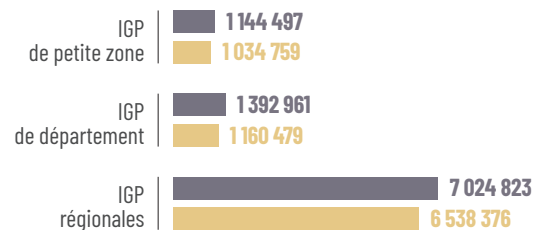
VOLUMES REVENDIQUÉS



VOLUMES COMMERCIALISÉS EN VRAC



DRM



BILAN DE LA CAMPAGNE 2021/2022

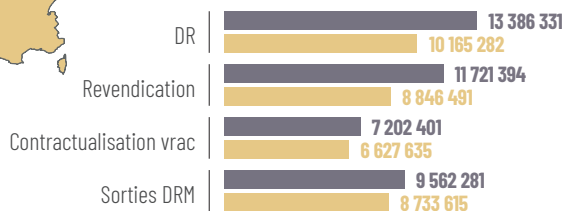
PAR RÉGION ET AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DE MARCHÉ

Volumes campagne 2020/2021
(en hl)

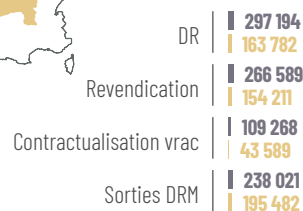
Volumes campagne 2021/2022
(en hl)



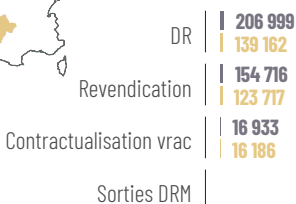
TOUTES RÉGIONS



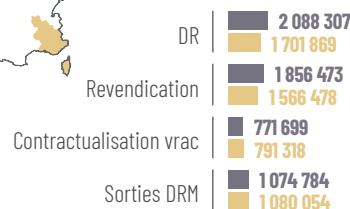
VAL DE LOIRE



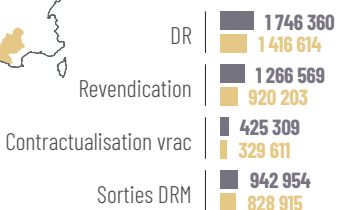
AQUITAINE / CHARENTES



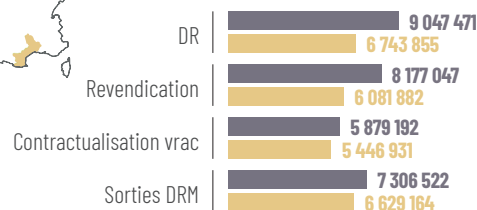
SUD EST* (*Hors Corse pour les sorties DRM)



SUD OUEST



LANGUEDOC ROUSSILLON





05

LA CONFÉDÉRATION
DES VINS IGP DE FRANCE

MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

› PRÉSIDENT

M. Gérard BANCILLON

› VICE-PRÉSIDENTS

M. Jacques GRAVEGEAL,
Mme Catherine MOTHERON,
M. Eric PAUL,
M. Jean-Michel SAGNIER

› SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. Christophe BOU

› SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

M. Denis VERDIER

› TRÉSORIER

M. Jean-Claude PELLEGRIN

› TRÉSORIER ADJOINT

M. Ludovic ROUX

› AUTRE MEMBRE

M. Eric POLI

› PRÉSIDENTS D'HONNEUR

M. Michel SERVAGE,
M. Jacques MESTRE,
M. Jean HUILLET

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

› LANGUEDOC ROUSSILLON

Michel AGNEL / Christophe AGUILAR / Gérard BANCILLON /
Pierre BIROT / Martial BORIES / François Régis BOUSSAGOL /
Pierre CALMEL / Denis CARRETIER / Bruno DURA /
Guilhem DURAND / Jean-Marie FABRE / Jean-Marc FLOUTIER /
Laurent GIRBAU / Jacques GRAVEGEAL / Bernard JULIEN /
Jérôme LLOUBES / Philippe MIÈLE / Damien ONORRE /
Sébastien PONS / Marc ROBERT / Ludovic ROUX /
Jean-Michel SAGNIER / Julien TOURNIER / Vincent TROUILLAS /
Denis VERDIER

› SUD-EST / EST

Michel ARNOUX / Patrice BERSAC / Marc DEJOUX /
Paul ESPITALIÉ / Timothée ESPITALIER / Thomas FINOT /
Pierre GONTIER / Thierry ICARD / Jean-Marc LIÉNARD /
Adelin MARCHAUD / Éric PAUL / Jean-Claude PELLEGRIN /
Renaud PIERSON / Clément POINTEAU / Éric POLI /
Joël REYNAUD / Jérôme VOLLE

› SUD-OUEST / AQUITAINE-CHARENTES

Philippe ALLAIN / Christophe BOU / Joël BOUEILH /
Jean-François BRUÈRE / David GIRARD / Thierry JULLION /
Jean-Michel RIGAL / Serge TINTANÉ

› VAL DE LOIRE

Catherine MOTHERON / Gilles GAILLARD

› INVITÉS JA

Rémi DURAS

LES ADHÉRENTS PAR RÉGIONS

VAL DE LOIRE

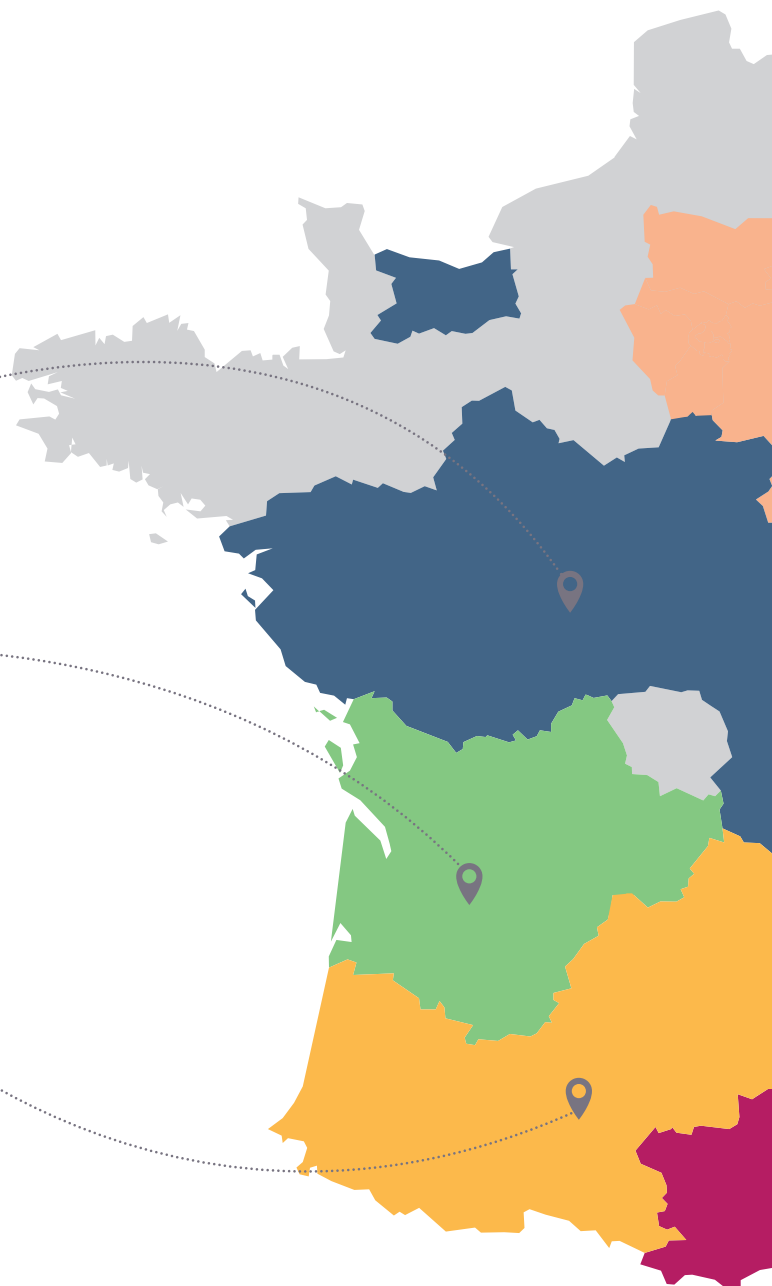
- Syndicat des Vins IGP du Val de Loire
- Syndicat des producteurs de Vins de pays du Val de Loire 41

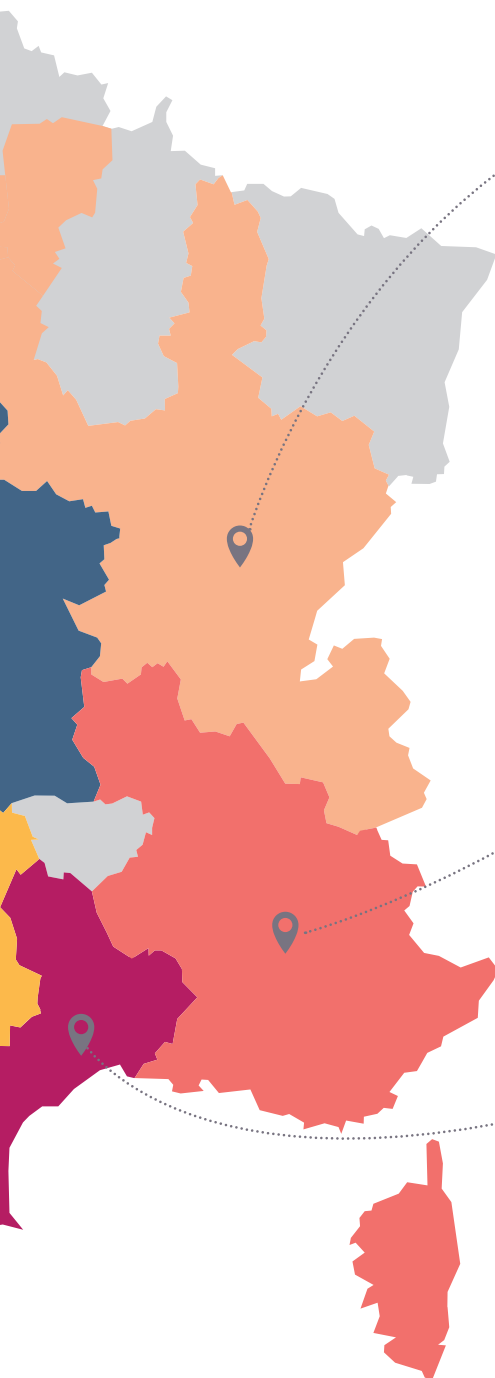
AQUITAINE-CHARENTES

- Syndicat des Producteurs et de Promotion des Vins de Pays Charentais
- Syndicat des Producteurs de Vin de Pays de l'Atlantique
- Fédération des vins de Bergerac et Duras (IGP Périgord)

SUD-OUEST

- Fédération Régionale des Vins IGP du Sud-Ouest regroupant :
- Syndicat de l'IGP Côtes du Tarn
 - Syndicat des Vins Côtes de Gascogne et Gers
 - Syndicat des Vins Côtes du Lot
 - Syndicats des vins sous Indication Géographique Protégée Agenais et Thézac-Perricard
 - Syndicat des Vignerons des Terroirs Landais





NORD-EST

- › Syndicat des Vignerons d'Ile de France
- › Organisme de Défense et de Gestion de l'Indication Géographique Protégée Côtes de Meuse
- › Association des Coteaux Burgonds
- › Organisme de défense et de gestion de l'Indication Géographique Protégée des vins de l'Yonne
- › Syndicat des Vins des Coteaux Alps
- › Fédération Rhône Alpes des syndicats de Vins de Pays
- › IGP Comtés Rhodaniens
- › IGP Urfé
- › Association des Vignerons de Lorraine

SUD-EST

- › Fédération Drômoise des IGP viticoles
- › Fédération INTER-MED
- › Syndicat de Défense de l'IGP Ile de Beauté
- › Syndicat des IGP viticoles des Bouches-du-Rhône
- › Syndicat des Vins de Pays IGP Vaucluse
- › Syndicat des Vins de Pays des Coteaux de l'Ardèche
- › Syndicat des Vignerons du Var
- › Vins des Alpes du Sud

LANGUEDOC-ROUSSILLON

- › Fédération Gardoise des vins à IGP
- › Fédération Héraultaise des Vins à IGP
- › Syndicat de défense de l'IGP Côtes Catalanes
- › Syndicat des Producteurs de Vin de Pays d'Oc
- › Union Syndicale des IGP de l'Aude (USIA)
- › Syndicat des producteurs de Terres du Midi



Confédération
des vins
IGP de France

12, rue Sainte-Anne - 75001 Paris
Tél. : 01 40 20 93 80
vinigp@vinigp.fr

www.vinigp.fr